



Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Prestations d'animation scientifique de promotion et de vulgarisation des résultats de recherche du projet
GRIFON sur la résilience aux risques multiples des écosystèmes forestiers de Nouvelle-Aquitaine Bordeaux

Pouvoir Adjudicateur

INRAE, Centre Nouvelle-Aquitaine Bordeaux

71, avenue Edouard Bourlaux

CS20032

33882 Villenave d'Ornon Cedex

N° SIRET : 180070039 01274

SOMMAIRE

1.	OBJET.....	3
2.	TYPE DE PROCEDURE.....	3
3.	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS.....	3
4.	VARIANTE	3
5.	PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	3
6.	DUREE DU MARCHÉ, DELAIS D'EXECUTION	3
6.1.	Durée du marché	3
6.2.	Prolongation des délais d'exécution	4
7.	ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR).....	4
8.	PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENTS.....	4
8.1.	Prix du marché.....	4
8.2.	Échéancier de paiement	4
8.3.	Modalités de paiement.....	4
9.	AVANCE.....	5
10.	PENALITES	5
11.	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	5
12.	ASSURANCE	5
13.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	6
14.	GARANTIE.....	6
15.	MODIFICATION DU CONTRAT- CLAUSE DE REEXAMEN.....	6
16.	RESILIATION	6
17.	LITIGES	6
18.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	6

1. OBJET

Le présent marché a pour objet les prestations d'animation scientifique de promotion et de vulgarisation des résultats de recherche du projet GRIFON sur la résilience aux risques multiples des écosystèmes forestiers de Nouvelle-Aquitaine Bordeaux.

La description des prestations sont décrites au CCTP.

2. TYPE DE PROCEDURE

La présente consultation est passée sous la forme d'un marché à procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 du code de la commande publique et R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique.

Le marché ne fera l'objet d'une signature par le candidat ainsi que par INRAE qu'à l'étape de son attribution.

3. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

4. VARIANTE

Les variantes ne sont pas admises.

5. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du Marché sont, par ordre décroissant de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) ;
- Le Devis détaillé valant DPGF (Décomposition du prix global et forfaitaire) annexe à l'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, ci-après désigné le CCAG-PI) ;
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>

Toute clause portée à la proposition du Titulaire et contraire aux documents contractuels du présent marché est réputée non écrite.

6. DUREE DU MARCHE, DELAIS D'EXECUTION

6.1. Durée du marché

La durée d'exécution du marché est de 4 ans à partir de l'accusé de réception de la notification du marché.

6.2. Prolongation des délais d'exécution

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait d'INRAE ou d'un évènement ayant le caractère de force majeure, INRAE prolonge le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG-PI.

7. ZONES A REGIME RESTRICTIF (ZRR)

Lorsque les prestations de services sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011.

Cette réglementation prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif (ZRR). À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner de telles zones.

8. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENTS

8.1. Prix du marché

Le présent marché est traité à prix ferme et forfaitaire comme détaillé dans le devis à la DGPF.

Les prix sont établis, hors taxes, pour les prestations définies au CCTP. Ils sont en conformité avec la réglementation des prix. Le taux de TVA qui sera appliqué sera celui en vigueur au jour, sauf dispositions réglementaires contraires.

Ces prix comprennent toutes charges fiscales, parafiscales, ainsi que tous les frais annexes et matériels nécessaires à l'exécution du marché. Tous les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site sont à la charge du prestataire.

8.2. Échéancier de paiement

Les règlements s'effectueront selon l'échéancier de paiement ci-dessous :

Une facture sera déposée sur Chorus à l'avancement du marché, soit une facture par an.

- 40% du forfait en octobre 2026
- 20% du forfait en octobre 2027
- 20% du forfait en octobre 2028
- 20% du forfait en octobre 2029

8.3. Modalités de paiement

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par l'INRAE que par dépôt au format PDF sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire

- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le numéro du bon de commande
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE Nouvelle-Aquitaine Bordeaux.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire (**joindre un RIB**).

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

9. AVANCE

Le titulaire peut bénéficier d'une avance, dans les conditions des articles R2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf renonciation expresse du titulaire par l'acte d'engagement. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial TTC du marché et 10% pour les PME.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant minimum du marché. La fin du remboursement de l'avance est simplifiée, elle interviendra de manière échelonnée en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire (R.2191-12 abrogé pour les marchés ordinaires et R.2191-19).

10. PENALITES

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans mise en demeure préalable, le lendemain du jour où le délai contractuel est expiré.

L'application ou la non-application de ces pénalités est laissée à l'appréciation d'INRAE.

Dans tous les cas, il appartiendra au titulaire de faire constater le respect de ses délais.

11. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le candidat décrira dans son offre la politique qu'il mettra en place lors du marché pour réduire l'empreinte carbone.

12. ASSURANCE

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

13. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les conditions relatives à la propriété intellectuelle sont définies au chapitre 6 du CCAG-PI.

14. GARANTIE

Sans objet.

15. MODIFICATION DU CONTRAT- CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux dispositions des articles R. 2194-3 et R. 2194-4, le marché peut être modifié en cours d'exécution, sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles. Cela s'applique également en cas de situation imprévisible rendant impossible l'exécution du marché aux conditions initiales, (article 25 du CCAG-PI).

La clause de modification du contrat sera mise en œuvre sur simple décision du pouvoir adjudicateur, par avenant.

16. RESILIATION

Les stipulations du CCAG-PI définies au chapitre 7 sont applicables.

17. LITIGES

En cas de différend né à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige.

A défaut d'accord, le Tribunal Administratif de Bordeaux est seul compétent.

Tribunal administratif de Bordeaux

9 Rue Tastet

CS 21490

33063 Bordeaux Cedex

05.56.99.38.00

greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

URL : <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr/>

18. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Sans objet

Établi à Villenave d'Ornon le 15 décembre 2025